



**Conseil économique
et social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/2003/NGO/76
7 mars 2003

ANGLAIS ET FRANÇAIS
SEULEMENT

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-neuvième session

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QU'ELLE SE PRODUISE DANS LE MONDE

Exposé écrit* par le Centre international des droits de la personne et du développement
démocratique (Droits et Démocratique), organisation non gouvernementale dotée du statut spéciale

Le Secrétaire général a reçu l'exposé écrit suivant, qui est distribué conformément à la
résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

[31 janvier 2003]

* Exposé écrit publié tel quel, dans la/les langue(s) reçue (s), sans avoir été revu par les
services d'édition.

La situation au Myanmar

1. L'absence de respect des droits liés à une administration démocratique est à la base des plus importantes violations des droits de la personne au Myanmar (A/RES/C3./54/L.76). La clé d'un véritable progrès vers la démocratie et le respect des droits de la personne se trouve dans une négociation directe sur l'avenir politique du pays, négociation qui doit se faire entre le Conseil d'état pour la paix et le développement (CEPD), la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et les représentants des minorités ethniques. »
2. Depuis octobre 2000, sous les auspices de l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies, M. Razali Ismail, une série de discussions de mise en confiance ont eu lieu entre le Secrétaire général de la LND, Daw Aung San Suu Kyi, et les dirigeants militaires du Myanmar.
3. Les pourparlers ont progressé très lentement et ont été gardés secrets. Ils ne sont jamais passés de la phase de mise en confiance à un dialogue de fond et n'ont jamais inclus la participation des minorités ethniques. Malgré les espoirs suscités par la tenue de pourparlers et la fin d'assignation à résidence de Daw Aung San Suu Kyi, le 6 mai 2002, la situation au pays n'a connu aucun changement fondamental en 2002. Aung San Suu Kyi et la LND réclament toujours la tenue de « véritables pourparlers » (4 janvier 2003, exposé de la LND dans le cadre du 55^e anniversaire de l'indépendance).
4. Droits et Démocratie craint que le CEPD n'ait pas de volonté réelle d'entamer des pourparlers significatifs avec la LND et les minorités ethniques. Il semble qu'en acceptant de discuter avec la LND, le CEPD ne cherche qu'à gagner du temps et à réduire la pression internationale et les sanctions économiques afin de demeurer au pouvoir le plus longtemps possible.
5. L'espoir d'obtenir la libération de tous les prisonniers politiques ne s'est pas réalisé. La majorité des prisonniers relâchés n'avaient pas été officiellement accusés et ceux qui purgeaient une peine d'emprisonnement devaient de toute façon être libérés. Après leur libération, les anciens détenus politiques sont souvent gardés sous étroite surveillance et doivent rendre compte de leurs déplacements au personnel du service du renseignement militaire. Certains doivent s'engager sous serment à ne jamais participer à une activité de nature politique. En outre, il n'y a aucune garantie que les autorités ne procéderont pas à de nouvelles arrestations des prisonniers libérés.
6. Plus de 1 500 prisonniers politiques sont toujours incarcérés, dont Min Ko Naing (Paw U Tun), le leader du mouvement étudiant de 1988 qui a remporté le Prix John-Humphrey pour la liberté en 1999. Min Ko Naing a déjà purgé la peine maximale de la sentence prononcée contre lui, mais demeure emprisonné en vertu de l'article 10(a) de la Loi sur la protection de l'État de 1975.
7. Selon le rapport de l'ADP (Asian Development Bank) sur le Myanmar, une réforme économique en profondeur s'impose pour réduire la pauvreté généralisée. Les dépenses du CEPD en santé et en éducation sont parmi les moins élevées au monde. Par contraste, et malgré l'absence d'ennemis extérieurs, les dépenses

militaires représentent près de 40 % des dépenses estimées du secteur public de la Birmanie.

8. Le CEPD continue de commettre une série de violations des droits de la personne et perpétue de nombreuses pratiques discriminatoires dans le cadre de ses activités anti-insurrectionnelles contre les minorités ethniques et religieuses. Parmi ces violations, mentionnons les exécutions arbitraires, sommaires et extrajudiciaires, les viols, les travaux forcés, le portage forcé, la torture, les mauvais traitements et les relocalisations forcées.

9. Le rapport License to Rape, publié en mai 2002 par la Shan Human Rights Foundation (SHRF) et le Shan Women's Action Network (SWAN), révèle que la junte militaire au pouvoir en Birmanie permet à ses troupes de commettre des viols impunément, de façon systématique et à grande échelle, dans l'État de Shan. Selon ce rapport, 83 % des viols documentés ont été commis par des officiers militaires de 52 bataillons de l'armée birmane, habituellement devant leurs propres troupes. Dans 25 % des cas, les jeunes filles et les femmes étaient tuées immédiatement après le viol : à bout portant, étranglées, poignardées, brûlées ou battues à mort; 61 % des cas impliquent des viols en bande et dans certains cas, les femmes ont été séquestrées et violées de façon répétitive sur des périodes pouvant atteindre quatre mois. Dans l'immense majorité de ces cas (85 %), les officiers étaient en devoir au sein d'autres troupes que la leur et n'ont jamais tenté de masquer leur crime. License to Rape fait valoir des arguments irréfutables qui montrent que des crimes de guerre et contre l'humanité sont perpétrés sous la forme d'agressions sexuelles par l'armée birmane.

10. Le gouvernement militaire du Myanmar continue de violer le droit à l'alimentation (DUDH, article 25(1); PIDESC, article 11). Des rapports produits en 2002 mettent en lumière quatre problèmes sous-jacents à la pénurie de riz qui sévit actuellement au Myanmar : 1) Contrôle de l'État : les cultivateurs sont soumis à un programme de vente obligatoire de riz paddy à des tarifs inférieurs au prix du marché. De plus, le monopole exercé par le CEPD sur les rizeries, la distribution nationale et l'exportation constitue un élément dissuasif pour les riziculteurs; 2) Militarisation et violations des droits de la personne : l'intimidation directe des cultivateurs sous la forme de travaux forcés, de relocalisations et de pillages perturbe la production; 3) Économie de rente et capitalisme de copinage : de vastes étendues de terre sont confisquées pour l'établissement de coopératives agricoles appartenant à des sociétés exploitées par les militaires; 4) Investissements incontrôlés : la priorité est accordée aux investissements d'envergure, comme la construction de grands barrages.

11. Le pays est confronté à une crise humanitaire. Plus d'un demi-million de réfugiés en provenance de la Birmanie vivent dans les pays avoisinants : Bangladesh, Chine, Inde et Thaïlande. Avant de demander asile dans d'autres pays, ces gens ont vécu pendant un certain temps à titre de personnes déplacées dans leur propre pays (PDIP). On estime à près d'un million le nombre actuel de PDIP au Myanmar, soit qu'elles ont été forcées par l'armée de se localiser aux lieux désignés par le CEPD, soit qu'elles ont fui pour ne pas être victimes de violations flagrantes des droits de la personne.

Recommandations

La résolution sur le Myanmar de la Commission des droits de l'homme doit :

1. Déplorer la lenteur du processus de réconciliation nationale et de démocratisation et conclure, comme le fait le Rapporteur spécial au Myanmar, « qu'il est temps pour le gouvernement du Myanmar d'engager un dialogue constructif avec les dirigeants de la LND ainsi que de tous les autres partis politiques et des ethnies nationales, puisque seul un processus non exclusif, responsable et transparent permettra de préserver et de renforcer la paix et la réconciliation nationale et de rétablir la démocratie. » (E/CN.4/2002/45)
2. Exhorter le CEPD à déclarer un cessez-le-feu à l'échelle nationale pour des raisons humanitaires.
3. Insister auprès du CEPD pour que tous les prisonniers politiques soient libérés sans conditions en vertu d'une amnistie générale.
4. Exprimer sa profonde inquiétude devant les récents rapports sur les viols de femmes commis par l'armée birmane dans l'État de Shan et presser le CEPD d'autoriser une mission d'enquête internationale indépendante pour examiner la situation, incluant la visite d'un Rapporteur spécial pour faire enquête sur la violence faite aux femmes, ses causes et ses conséquences.
5. Exprimer son inquiétude face à la politique du CEPD d'attribuer le peu de ressources disponibles aux dépenses militaires plutôt qu'à la prestation de services essentiels au peuple de Birmanie.
6. Exprimer sa préoccupation sur la situation de crise en matière de sécurité alimentaire au Myanmar et demander au Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation et au Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme au Myanmar de faire enquête.
7. Inciter le CEPD à mieux porter remède à la situation humanitaire, en faisant en sorte que le Gouvernement et la Ligue nationale pour la démocratie (LND) unissent leurs efforts pour planifier et gérer l'assistance humanitaire internationale.
